



# Merci... !

M. SARKOZY, petit serviteur de PARISOT, grâce à votre obstination à imposer votre réforme des retraites injuste, inefficace vous avez permis à des milliers de salarié(e)s de retrouver les liens de solidarité et le chemin de la lutte des classes...

Merci aux grévistes qui se sont lancés dans cette bataille sans compter. Ils ont donné l'espoir, ils ont montré le chemin : puisque SARKO n'entend pas les manifestants, il n'y a plus qu'une seule solution, le blocage de l'économie !

Merci à ceux qui ont interpellé les organisations syndicales pour leur signifier leur attente...Ils ont permis à de nombreux salariés, de statut privé comme public, aux privés d'emploi et précaires et aux retraités de s'inscrire dans cette lutte...

Merci à l'unité syndicale, tous ensemble on est plus fort et on ira plus loin !

Merci à tous les collègues qui ont répondu à l'appel. Ils ont saisi l'opportunité de manifester leur désaccord avec cette loi. Chacun selon ses possibilités, selon ses contraintes, sa capacité à faire le pas... il n'y a pas de petits gestes, il n'y a qu'un grand élan de solidarité ! Merci à tous tous les salarié(e)s des divers horizons professionnels avec qui nous avons pu démontrer notre force !

En 10 semaines de mobilisation depuis la rentrée, des millions de salariés ont construit une multitude d'initiatives dans les entreprises et les localités, participé à huit journées interprofessionnelles de grève et de manifestations. C'est un mouvement hors du commun.

Cela démontre que, malgré la fin du processus parlementaire et les mensonges d'Etat diffusés dans les médias, l'opinion des salariés n'a pas changé. La loi reste impopulaire parce qu'elle est injuste, inefficace et va à l'encontre du progrès social. Les salariés ont bien compris que les conséquences seraient néfastes pour la plupart d'entre eux.

A tous ceux qui n'y ont pas cru, pour qui aucune proposition de lutte n'est la bonne. Ceux qui décrètent qu' « il faudrait que tout le monde s'y mette » et qu'on ne voit jamais...

A ceux qui font partie des 70% qui sont favorables au mouvement social de contestation et qui nous ont donné procuration...

**A TOUS, la CGT propose de se retrouver, de débattre, de continuer de construire le rapport de force qui sera nécessaire contre les attaques de M. SARKOZY et de son gouvernement (cor)rompus au service des « financiers ». Contre leur projet de casse des acquis sociaux des salariés du privé et du public.**

« Tenez bon, nous sommes à vos côtés ! »

« Vous criez le mal commun de tous les travailleurs du monde »

Nous avons reçu de nombreux messages de soutien d'organisations syndicales d'Europe, d'Afrique, d'Asie, qui confortent l'importance et le rayonnement de la mobilisation en France contre la réforme régressive des retraites et contre les plans d'austérité imposés aux peuples :



- CES - Confédération Européenne des Syndicats, John Monks, secrétaire général
- DGB Allemagne, Michael Sommer, secrétaire général
- FGTB, Confédération des services publics Belgique
- LKP Guadeloupe, Elie Domota
- Fédération Syndicale Européenne des Services Publics
- Commissions Ouvrières des Asturies Espagne
- DISK Turquie, Tayfun Görgün, secrétaire général
- CGT Burkina Faso
- UST Tchad
- CSA Sénégal
- UGTCI Côte d'Ivoire
- UDT Djibouti
- FISEMARE Madagascar
- SEKRIMA Madagascar
- PGFTU Gaza Palestine
- PEO - Conseil général de la Confédération chypriote du travail Chypre
- COSYBU - Confédération des Syndicats du Burundi
- UMT - Union Marocaine du Travail - Maroc
- UGT Brésil, Ricardo PATAH, président du syndicat
- CDTN - Confédération Démocratique des travailleurs du Niger
- FNV Pays-Bas, Agnes Jongerius, présidente du syndicat
- FAT - Front Authentique du Travail, Mexique
- ELA Euskal Sindikatua
- UGTT Tunisie, Abdesslem Jerad, secrétaire général
- FIOM - Fédération internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie
- UGTC - Union Générale des Travailleurs du Cameroun, Isaac Bissala, président confédéral
- Union internationale de soutien aux ouvriers d'Iran – Section Paris
- Syndicats des travailleurs iraniens (Régie du Transport de Téhéran, Travailleurs de la Sucrierie de Haft-Tappeh, Travailleurs de la Métallurgie et de la Mécanique)
- CGIL Italie, Nicola Nicolosi, secrétaire confédéral
- UAS Burkina Faso - Unité d'Action Syndicale, Centrales syndicales du Burkina Faso
- FOSYCO – Force Syndicale Congolaise
- SEIU Etats-Unis
- FENASOL - Fédération nationale des ouvriers et employés au Liban
- CGSLB Belgique
- NUMSA Afrique du Sud
- ABVAKABO - Fédération des services publics des Pays-Bas
- CROC - Confédération révolutionnaire des ouvriers et paysans du Mexique
- FEM - Fédération Européenne des Métallurgistes
- CMKOS - Confédération Tchéco-Morave des Syndicats, République Tchèque

En quelque mois, le travail syndical est considérable. Alors que le gouvernement a présenté une réforme comptable, nous sommes parvenus à imposer un débat de société sur la place du travail, les conséquences de la crise économique, sur la nécessité d'un nouveau partage des richesses. Les salariés se rendent bien compte qu'on leur demande des efforts financiers en matière de retraite alors que les banques, qui ont été soutenues par l'Etat, sont en train de réafficher des résultats considérables.

Toucher aux retraites, c'est s'attaquer à un des piliers fondamentaux du contrat social.

Par principe, une loi dit le droit à un instant T. Toutes sont révisables en permanence. Le gouvernement en donne la preuve lui même puisqu'il a révisé par cinq fois les lois sur la sécurité. Le mouvement social entre dans une nouvelle séquence, qui ne peut pas être celle du renoncement. Certains poussent à des alternatives qui consistent soit, à se donner rendez-vous aux élections présidentielles, soit à prendre pour argent comptant le rendez vous de 2013 fixé par le gouvernement pour remettre à plat le système de retraite. Le problème, c'est que le caractère injuste de la loi va s'appliquer rapidement. Je ne vois donc pas pourquoi il faudrait renoncer à tout faire pour empêcher son application.

La CGT continuera le combat avec ceux qui veulent le continuer. Pour nous, l'échéance principale est celle du 1er juillet 2011 à partir de laquelle les mesures que nous contestons entreront en application. D'ici là, nous avons largement la possibilité de créer le rapport de forces nécessaire pour obtenir l'ouverture de négociations sur des propositions réalisables, justes et garantes d'un progrès social légitime.